

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre des actions collectives)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-001263-231

DATE : Le 14 mai, 2025

SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE PIERRE NOLLET, J.C.S.

ASSOCIATION FOR THE RIGHTS OF HOUSEHOLD AND FARM WORKERS
Demanderesse-Représentante
Et
BYRON ALFREDO ACEVEDO TOBAR
Membre désigné
v.
PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA
Defendeur

JUGEMENT

[1] Le Tribunal est saisi d'une *Joint Application for the Approval of Notices to the Class Members and a Publication Protocol and for the Modification of the Class*.

[2] Le 13 septembre 2024, l'honorable Silvana Conte, J.S.C., a autorisé la demanderesse représentante à intenter une action collective contre le défendeur au nom du groupe suivant (le « **groupe** ») :

Any person who (a) on or after April 17th, 1982, worked in Canada as a foreign national (i.e. without being a Canadian citizen or a permanent

resident of Canada at the time, and including a stateless person) and (b)(i) was issued a work permit conditional on engaging in work for a specific employer or group of employers or at a specific employer workplace location or group of locations; or (ii) was allowed to work without a work permit as a result of being employed by a foreign entity on a short-term basis or as a result of being employed in a personal capacity by a temporary resident, including a foreign representative.

For clarity the word “foreign entity” does not include an embassy, a high commission, a consulate, the United Nations, its agencies or an international organization of which Canada is a member.

[3] La représentante et le défendeur se sont entendus sur la forme et le contenu des avis aux membres du groupe, à savoir :

3.1. des avis complets en français, en anglais et en espagnol¹;

3.2. des avis abrégés en français, en anglais et en espagnol²; et

3.3. des communiqués de presse en français, en anglais et en espagnol³.

[4] La représentante et le défendeur se sont également entendus sur un protocole de diffusion de ces avis⁴.

[5] La représentante et le défendeur suggèrent conjointement un délai de soixante (60) jours pour s'exclure du groupe et ce, à compter de la date de publication, définie dans le protocole de publication comme la date à laquelle les avis abrégés seront publiés dans la plupart des journaux sélectionnés, la date à laquelle la campagne publicitaire sur les médias sociaux sera lancée sur Facebook et Instagram et la date à laquelle les avis devront être publiés sur plusieurs autres plateformes, tel qu'expliqué dans le protocole de diffusion.

[6] La représentante et le défendeur se sont finalement entendus sur une modification de la description du groupe visant à clarifier le sous-alinéa b)(ii) du groupe en précisant davantage certains travailleurs qui sont inclus ainsi que les personnes qui sont exclues.

[7] Le Tribunal a examiné les avis et le protocole de diffusion et est convaincu qu'ils satisfont aux exigences de l'article 579 du *Code de procédure civile*, RLRQ c C-25.01. Le Tribunal fixera en conséquence le délai pour s'exclure du groupe, à 60 jours à

¹ Pièce N-1.

² Pièce N-2.

³ Pièce N-3.

⁴ Pièce N-4.

compter de la date de publication, définie dans le protocole de publication et tel que ci-haut décrit.

[8] Le Tribunal conclut également qu'il est approprié de modifier le groupe comme le suggèrent les parties.

FOR THESE REASONS, THE COURT :

<p>[9] APPROUVE en substance la forme et le contenu des avis complets en anglais, en français et en espagnol (reproduits à l'annexe A ci-jointe), des avis abrégés en anglais, en français et en espagnol (reproduits à l'annexe B ci-après) et des communiqués de presse en anglais, en français et en espagnol (reproduits à l'annexe C ci-après);</p>	<p>APPROVES substantially the form and content of the full-length notices in English, French and Spanish (reproduced in Schedule A hereto), short-form notices in English, French and Spanish (reproduced in Schedule B hereto) and press releases in English, French and Spanish (reproduced in Schedule C hereto);</p>
<p>[10] ORDONNE aux parties de publier les avis aux membres du groupe conformément au protocole de diffusion (Pièce N-4), de choisir une date de publication qui sera à l'intérieur des quarante-cinq (45) jours suivant le présent jugement et d'informer la Cour de la date de publication une fois choisie;</p>	<p>ORDERS the parties to publish the notices to the class members in accordance with the publication protocol (Exhibit N-4), to select a Publication Date which shall be within forty-five (45) days of this judgment, and to inform the Court of the Publication Date once chosen</p>
<p>[11] DÉCLARE que les membres du groupe qui désirent s'exclure de l'action collective doivent suivre la procédure énoncée dans les avis approuvés, au plus tard soixante (60) jours après la date de publication choisie par les parties;</p>	<p>DECLARES that the Class Members who wish to opt-out of the class action shall follow the procedure set out in the approved notices, at the latest sixty (60) days after the Publication Date selected by the parties;</p>
<p>[12] MODIFIE le groupe comme suit :</p> <p>Toute personne qui (a) le 17 avril 1982 ou après cette date, a travaillé au Canada en tant qu'étranger (c'est-à-dire sans être citoyen canadien ou résident permanent du Canada à cette époque, et incluant une personne apatride), et (b)(i) s'est vu délivrer un permis de</p>	<p>MODIFIES the Class as follows:</p> <p>Any person who (a) on or after April 17, 1982, worked in Canada as a foreign national (i.e. without being a Canadian citizen or a permanent resident of Canada at the time, and including a stateless person) and (b)(i) was issued a work permit conditional on engaging in work for</p>

<p>travail conditionnel à l'exercice d'un travail pour un employeur ou un groupe d'employeurs donné ou sur un lieu de travail ou un groupe de lieux de travail d'un employeur donné; ou (ii) a été autorisée à travailler sans permis de travail parce qu'elle était employée par une entité étrangère pour une courte durée ou parce qu'elle était employée à titre personnel par un résident temporaire, y compris un représentant étranger.</p> <p>Par souci de clarté, le sous-alinéa (b)(ii) inclut (sans limitation) les domestiques privés accrédités employés à titre personnel par certains représentants étrangers, tels que les ambassadeurs, les hauts-commissaires, les chefs d'organisations internationales, les représentants spéciaux ou les individus occupant des postes similaires, mais n'inclut pas les individus qui ont été employés par un État étranger ou une autre entité étrangère pour travailler au sein d'une ambassade, d'un haut-commissariat, d'un consulat, d'une délégation permanente auprès d'un organisme des Nations Unies ou d'un bureau de représentation spéciale, et n'inclut pas non plus les individus employés par les Nations Unies, ses organismes ou une organisation internationale dont le Canada est membre.</p>	<p>a specific employer or group of employers or at a specific employer workplace location or group of locations; or (ii) was authorized to work without a work permit as a result of being employed by a foreign entity on a short-term basis or as a result of being employed in a personal capacity by a temporary resident, including a foreign representative.</p> <p>For clarity, subparagraph (b)(ii) includes (without limitation) accredited domestic workers employed in a personal capacity by certain foreign representatives, such as ambassadors, high commissioners, heads of international organizations, special representatives, or individuals occupying similar positions, but does not include individuals who were employed by a foreign State or other foreign entity to work at an embassy, a high commission, a consulate, a permanent delegation to a United Nations agency, or a special representative office, and also does not include individuals employed by the United Nations, its agencies or an international organization of which Canada is a member.</p>
<p>[13] SANS FRAIS, autres que les frais des avis aux membres du groupe qui sont à la charge de la défenderesse en vertu</p>	<p>WITHOUT COSTS, other than the costs of the notices to the Class Members which are borne by the Defendant</p>

du jugement d'autorisation du 13 septembre 2024;	pursuant to the authorization judgment of September 13, 2024;
---	--

PIERRE NOLLET, J.C.S.

Mtre Jean-Philippe Groleau
Mtre Guillaume Charlebois
Mtre Alexandra Belley-McKinnon
Mtre Aliosha Hurry
Davies Ward Philips & Vineberg LLP
Avocats pour la demanderesse représentante

Mtre Mariève Sirois-Vaillancourt
Mtre Émilie Tremblay
Mtre Kim Nguyen
Mtre Sean Doyle
Mtre Maria Rodriguez
Department of Justice Canada, Québec Regional Office
Avocats pour le défendeur

Date de l'audition: Sur dossier

ANNEXE A: AVIS COMPLET EN ANGLAIS FRANÇAIS ET ESPAGNOL**NOTICE OF AUTHORIZATION OF A CLASS ACTION
REGARDING “EMPLOYER-TYING MEASURES”¹ IMPOSED ON TEMPORARY
FOREIGN WORKERS, INCLUDING EMPLOYER-SPECIFIC OR “CLOSED” WORK
PERMITS**

On September 13, 2024, the Superior Court of Québec authorized a class action against the Attorney General of Canada.

The class action challenges the constitutionality of certain provisions of the *Immigration and Refugee Protection Regulations*, SOR/2002-227 (the “**Impugned Provisions**”).

The class action alleges that the Impugned Provisions allow the Government of Canada to impose “employer-tying measures”⁵ on temporary foreign workers (sometimes referred to as migrant workers). Those measures include what is known as an employer-specific work permit or “closed” work permit. This type of permit only authorizes work in Canada for a specific employer (or group of employers), or at a specific workplace location (or group of locations). Other forms of “employer-tying measures” can result from the situation of certain foreign nationals authorized to work in Canada without a work permit.

The class action is brought on behalf of all persons in the class described below (the “**Class**”), as approved by the Court:

“Any person who (a) on or after April 17, 1982, worked in Canada as a foreign national (*i.e.* without being a Canadian citizen or a permanent resident of Canada at the time, and including a stateless person) and (b)(i) was issued a work permit conditional on engaging in work for a specific employer or group of employers or at a specific employer workplace location or group of locations; or (ii) was authorized to work without a work permit as a result of being employed by a foreign entity on a short-term basis or as a result of being employed in a personal capacity by a temporary resident, including a foreign representative.

For clarity, subparagraph (b)(ii) **includes** (without limitation) accredited domestic workers employed in a personal capacity by certain foreign representatives, such as ambassadors, high commissioners, heads of international organizations, special representatives, or individuals occupying similar positions, but **does not include** individuals who were employed by a foreign State or other foreign entity to work at an embassy,

⁵ The Attorney General of Canada contests the qualification of the Impugned Provisions as “employer-tying measures”, which comes from the Representative Plaintiff’s allegations and the authorization judgment.

a high commission, a consulate, a permanent delegation to a United Nations agency, or a special representative office, and **also does not include** individuals employed by the United Nations, its agencies or an international organization of which Canada is a member.”

The Association for the Rights of Household and Farm Workers (RHFV) was appointed as Representative Plaintiff.

The Attorney General of Canada contests the merits of the class action. To decide the class action, a trial will be held in the judicial district of Montréal.

WHO IS A MEMBER OF THE CLASS?

You are a member of the Class **IF** you worked in Canada after April 17, 1982, as a temporary foreign worker (which means that you were not a Canadian citizen or a permanent resident of Canada at the time), **AND IF** you also meet at least one (1) of the following conditions:

- You were issued a work permit which included the condition of working for a specific employer (or group of employers) or at a specific employer’s workplace (or group of workplaces):
 - **You meet this condition** if you were hired through the Temporary Foreign Workers Program (TFWP), the Seasonal Agricultural Worker Program (SAWP) or the Non-Immigrant Employment Authorization Program (NIEAP).
 - **You also meet this condition** if you were hired through the International Mobility Program (IMP) or another immigration stream or program and your work permit included the condition of working for a specific employer (or group of employers) or at a specific employer’s workplace (or group of workplaces).

OR

- You were authorized to work in Canada without a work permit because you were employed by a foreign entity on a short-term basis, or because you were employed in a personal capacity by an individual who was not a Canadian citizen or permanent resident. Please note that this category:
 - **includes** domestic workers, personal assistants or caregivers (nannies or au pair) who entered Canada along with their employers, or to join their employers for a short-term in Canada;

- **includes** accredited domestic workers employed in a personal capacity by certain foreign representatives, such as ambassadors, high commissioners, heads of international organizations, special representatives, or individuals occupying similar positions;
- **does not include** individuals who were employed by a foreign State or other foreign entity to work at an embassy, a high commission, a consulate, a permanent delegation to a United Nations agency, or a special representative office;
- **does not include** individuals employed by the United Nations, its agencies or an international organization of which Canada is a member.

If you meet the conditions mentioned above, you are a member of the Class even if:

- You do not work in Canada anymore;
- You now live outside Canada; or
- After working in Canada as a temporary foreign worker, you eventually became a permanent resident of Canada or a Canadian citizen, or if you remained in Canada without status.

The definition of the Class for the purposes of this class action has no legal impact on the immigration status of accredited foreign representatives.

WHAT IS THE PURPOSE OF THE CLASS ACTION?

The Representative Plaintiff argues that “employer-tying measures” are unconstitutional because they breach sections 7 and 15(1) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* (the “**Charter**”). The Representative Plaintiff also argues that the Government of Canada was aware of the harmful impacts of “employer-tying measures”, but did not stop imposing them on temporary foreign workers.

The Representative Plaintiff asks the Superior Court of Québec to declare that the Impugned Provisions are unconstitutional, and to order the Government of Canada to pay damages (monetary compensation) to all Class Members under paragraph 24(1) of the *Charter*.

The main questions, as per the authorization judgment, which will be submitted to the Superior Court of Québec during the trial are the following:

- 1) “Did the imposition of employer-tying measures by the Government of Canada deprive the Class Members of life, liberty or security of the person, as they are understood under section 7 of the *Charter*?”

- 2) Did such deprivation fail to accord with the principles of fundamental justice, in violation of section 7 of the *Charter*?
- 3) Did the imposition of employer-tying measures by the Government of Canada infringe the Class Members' right to the equal protection and equal benefit of the law without discrimination based on race, national or ethnic origin, or colour, in violation of paragraph 15(1) of the *Charter*?
- 4) Were such violations justified under section 1 of the *Charter*?
- 5) Are the Impugned Provisions unconstitutional and consequently of no force and effect, insofar as they allow the Government of Canada to continue subjecting foreign nationals to direct or indirect employer-tying measures?
- 6) Is it appropriate and just to award damages to the Class Members pursuant to paragraph 24(1) of the *Charter*? If so, what is the appropriate quantum of such damages?
- 7) What prescription or limitation period applies to the Class Members' claims for damages?
- 8) What circumstances common to the Class Members are relevant to the determination of whether the prescription or limitation period began to run and, if so, whether it was suspended or tolled?"

The conclusions sought by the Representative Plaintiff are the following:

GRANT the originating application;

DECLARE that sections 185(b), 186(a), 186(b), 187(1), 187(3), 200(1)(c)(ii.1), 200(1)(c)(iii), 200(5) and 203 of the *Immigration and Refugee Protection Regulations*, SOR/2002-227 are unconstitutional and of no force and effect;

CONDEMN the Attorney General of Canada to pay to each of the Class Members, including the Designated Member, damages pursuant to paragraph 24(1) of the *Charter*, in an amount to be determined;

CONDEMN the Attorney General of Canada to pay to each of the Class Members, including the Designated Member, pecuniary and non-pecuniary compensatory damages, in an amount to be determined;

CONDEMN the Attorney General of Canada to pay to each of the Class Members, including the Designated Member, punitive damages, in an amount to be determined;

ORDER the collective recovery of the damages to be paid to the Class Members by the Attorney General of Canada;

ORDER the individual liquidation of the Class Members' claims or the distribution of an amount to each Class Member;

THE WHOLE, with costs.

DO I HAVE TO DO ANYTHING?

You are not required to do anything in order to become a member of the class action. You are automatically included in the class action if you meet the criteria mentioned above.

There is only one exception, which applies only if you have personally introduced a lawsuit against the Attorney General of Canada with the same subject matter as the class action. Any Class Member in this situation who does not discontinue his or her lawsuit before the time for opting out (indicated below) has expired will be deemed to have opted out of the class action.

A Class Member will never be required to pay legal costs arising from the class action, except if the Class Member actively intervenes in the class action (this is further explained below).

A new notice to the Class Members will be issued at the time of the final judgment on the class action, or in the case of any settlement.

CAN I OPT OUT OF THE CLASS ACTION?

If you **do not want** to be included in the class action, you may **opt out** of the Class by sending a written notice to the clerk of the Superior Court of Québec in the judiciary district of Montréal at the following address, **before ■ at 4:30 p.m.** :

Office of the Superior Court of Québec
Montréal Courthouse
1, Notre-Dame Street East
Montréal (Québec) H2Y 1B6

Your notice must state that you wish to opt out of the class action filed by the Association for the Rights of Household and Farm Workers against the Attorney General of Canada, as well as the docket number, 500-06-001263-231.

If you opt out of the Class, you will not be bound by any judgment in the class action. If the class action is granted or settled and monetary compensation is paid to the Class Members, you will not be eligible to receive any such compensation.

Any Class Member who does not opt out of the Class within the deadline and in the manner indicated above will be bound by any judgment rendered in the class action.

ACTIVELY INTERVENING IN THE CLASS ACTION

A Class Member may apply to the Superior Court of Québec to actively intervene in the class action. This requires a special proceeding called a declaration of intervention. Intervening in the class action is not the same as being included in the class action. If you simply wish to be included in the class action and to be eligible to receive monetary compensation in the event of a favourable judgment or settlement of the class action, you do not need to intervene in the class action.

The Superior Court of Québec will allow an intervention if it is of the opinion that it will be helpful to the Class. Please note that a Class Member who chooses to intervene may be required to undergo an examination at the request of the Attorney General of Canada.

A Class Member who chooses to actively intervene in the class action may be required to pay legal costs.

TO LEARN MORE

For any information about the class action, you can contact the attorneys for the Representative Plaintiff and the Class, **at no cost to you**, at the following coordinates:

M^e Aliosha Hury
M^e Alexandra Belley-McKinnon
M^e Guillaume Charlebois
M^e Jean-Philippe Groleau
Davies Ward Phillips & Vineberg LLP
1501 McGill College Avenue, 27th floor
Montréal (Québec) H3A 3N9
Telephone : 514-841-6400
Fax : 514-841-6499
Email: migrantworkers@dwpv.com

You may also consult the registry of class actions at the following address:

<https://www.registredesactionscollectives.quebec/fr/Consulter/ApercuDemande?NoDosier=500-06-001263-231>

THE PUBLICATION OF THIS NOTICE HAS BEEN ORDERED BY THE COURT.

**AVIS D'AUTORISATION D'UNE ACTION COLLECTIVE
CONCERNANT LES « MESURES LIANT À L'EMPLOYEUR »⁶ IMPOSÉES À DES
TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES, Y COMPRIS LES PERMIS DE
TRAVAIL LIÉS À UN EMPLOYEUR DONNÉ OU « FERMÉS »**

Le 13 septembre 2024, la Cour supérieure du Québec a autorisé une action collective contre le Procureur général du Canada.

L'action collective conteste la constitutionnalité de certaines dispositions du *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés*, DORS/2002-227 (les « **Dispositions contestées** »).

L'action collective allègue que les Dispositions contestées permettent au gouvernement du Canada d'imposer aux travailleurs étrangers temporaires (parfois désignés comme travailleurs migrants) des « mesures les liant à l'employeur »¹. Ces mesures incluent ce qui est connu comme un permis de travail lié à un employeur donné ou permis de travail « fermé ». Ce type de permis autorise le travail au Canada seulement pour un employeur donné (ou groupe d'employeurs donné), ou encore sur un lieu de travail donné (ou groupe de lieux de travail donné). D'autres formes de « mesures liant à l'employeur » peuvent également découler de la situation de certains étrangers autorisés à travailler au Canada sans permis de travail.

L'action collective est intentée au nom de toutes les personnes faisant partie du groupe décrit ci-dessous (le "**Groupe**"), tel qu'approuvé par la Cour :

« Toute personne qui (a) le 17 avril 1982 ou après cette date, a travaillé au Canada en tant qu'étranger (c'est-à-dire sans être citoyen canadien ou résident permanent du Canada à cette époque, et incluant une personne apatride), et (b)(i) s'est vu délivrer un permis de travail conditionnel à l'exercice d'un travail pour un employeur ou un groupe d'employeurs donné ou sur un lieu de travail ou un groupe de lieux de travail d'un employeur donné; ou (ii) a été autorisée à travailler sans permis de travail parce qu'elle était employée par une entité étrangère pour une courte durée ou parce qu'elle était employée à titre personnel par un résident temporaire, y compris un représentant étranger.

⁶ Le Procureur général du Canada conteste la qualification des Dispositions contestées comme des « mesures liant à l'employeur », qui provient des allégations de la Représentante et du jugement d'autorisation.

Par souci de clarté, le sous-alinéa (b)(ii) **inclut** (sans limitation) les domestiques privés accrédités employés à titre personnel par certains représentants étrangers, tels que les ambassadeurs, les hauts-commissaires, les chefs d'organisations internationales, les représentants spéciaux ou les individus occupant des postes similaires, mais **n'inclut pas** les individus qui ont été employés par un État étranger ou une autre entité étrangère pour travailler au sein d'une ambassade, d'un haut-commissariat, d'un consulat, d'une délégation permanente auprès d'un organisme des Nations Unies ou d'un bureau de représentation spéciale, et **n'inclut pas non plus** les individus employés par les Nations Unies, ses organismes ou une organisation internationale dont le Canada est membre. »

L'Association pour les droits des travailleuses.rs de maison et de ferme (DTMF) a été désignée comme Représentante.

Le Procureur général du Canada conteste le bien-fondé de l'action collective. Pour décider de l'action collective, un procès aura lieu dans le district judiciaire de Montréal.

QUI EST MEMBRE DU GROUPE?

Vous êtes membre du Groupe **SI** vous avez travaillé au Canada après le 17 avril 1982 en tant que travailleur étranger temporaire (ce qui signifie que vous n'étiez pas un citoyen canadien ou un résident permanent du Canada à cette époque) **ET SI** vous remplissez également au moins une (1) des conditions suivantes :

- Vous vous êtes vu délivrer un permis de travail qui prévoyait la condition de travailler pour un employeur (ou groupe d'employeurs) donné ou sur un lieu de travail (ou groupe de lieux de travail) d'un employeur donné :
 - **Vous remplissez cette condition** si vous avez été embauché dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET), du Programme des travailleurs agricoles saisonniers (PTAS) ou du Programme d'autorisation d'emploi des non-immigrants (PAENI).
 - **Vous remplissez aussi cette condition** si vous avez été embauché dans le cadre du Programme de mobilité internationale (PMI) ou d'un autre programme ou volet d'immigration et que votre permis de travail prévoyait la condition de travailler pour un employeur (ou groupe d'employeurs) donné ou sur un lieu de travail (ou groupe de lieux de travail) d'un employeur donné.

OU

- Vous avez été autorisé à travailler au Canada sans permis de travail parce que vous étiez employé par une entité étrangère pour une courte durée ou parce que vous étiez employé à titre personnel par un individu qui n'était ni citoyen canadien ni résident permanent. Veuillez noter que cette catégorie :
 - **inclut** les travailleurs domestiques, les assistants personnels ou les aides familiales (nounous ou au pair) qui sont entrés au Canada avec leur employeur, ou pour le rejoindre au Canada pour une courte durée;
 - **inclut** les domestiques privés accrédités employés à titre personnel par certains représentants étrangers, tels que les ambassadeurs, les hauts-commissaires, les chefs d'organisations internationales, les représentants spéciaux ou les individus occupant des postes similaires;
 - **n'inclut pas** les individus qui ont été employés par un État étranger ou une autre entité étrangère pour travailler au sein d'une ambassade, d'un haut-commissariat, d'un consulat, d'une délégation permanente auprès d'un organisme des Nations Unies ou d'un bureau de représentation spéciale;
 - **n'inclut pas** les individus employés par les Nations Unies, ses organismes ou une organisation internationale dont le Canada est membre.

Si vous remplissez les conditions mentionnées ci-dessus, vous êtes membre du Groupe, même si :

- Vous ne travaillez plus au Canada;
- Vous vivez maintenant à l'extérieur du Canada; ou
- Après avoir travaillé au Canada en tant que travailleur étranger temporaire, vous êtes devenu résident permanent du Canada ou citoyen canadien, ou si vous êtes demeuré au Canada sans statut.

La définition du Groupe aux fins de cette action collective n'a aucun impact juridique sur le statut d'immigration des représentants étrangers accrédités.

QUEL EST L'OBJECTIF DE L'ACTION COLLECTIVE ?

La Demanderesse Représentante soutient que les « mesures liant à l'employeur » sont inconstitutionnelles parce qu'elles violent les articles 7 et 15(1) de la *Charte canadienne des droits et libertés* (la « **Charte** »). La Demanderesse Représentante soutient également que le gouvernement du Canada connaissait les effets préjudiciables des « mesures liant à l'employeur », mais qu'il n'a pas cessé d'en imposer à des travailleurs étrangers temporaires.

La Demanderesse Représentante demande à la Cour supérieure du Québec de déclarer que les Dispositions contestées sont inconstitutionnelles et d'ordonner au gouvernement du Canada de verser des dommages-intérêts (une compensation monétaire) à tous les membres du Groupe en vertu du paragraphe 24(1) de la *Charte*.

Les principales questions autorisées et qui seront soumises à la Cour supérieure du Québec lors du procès, sont les suivantes :

- 1) L'imposition par le gouvernement du Canada de mesures liant à un employeur a-t-elle porté atteinte au droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne des membres du Groupe, au sens de l'article 7 de la *Charte*?
- 2) Cette atteinte était-elle non conforme aux principes de justice fondamentale, en violation de l'article 7 de la *Charte*?
- 3) L'imposition de mesures liant à un employeur par le gouvernement du Canada a-t-elle porté atteinte au droit des membres du Groupe à la même protection et au même bénéfice de la loi, indépendamment de toute discrimination fondée sur la race, l'origine nationale ou ethnique ou la couleur, en violation du paragraphe 15(1) de la *Charte*?
- 4) Ces violations étaient-elles justifiées au regard de l'article 1 de la *Charte*?
- 5) Les Dispositions contestées sont-elles inconstitutionnelles et, par conséquent, sans effet, dans la mesure où elles permettent au gouvernement du Canada de continuer à soumettre des étrangers à des mesures les liant directement ou indirectement à un employeur?
- 6) Est-il convenable et juste d'accorder des dommages-intérêts aux membres du Groupe en vertu du paragraphe 24(1) de la *Charte*? Dans l'affirmative, quel est le montant approprié de ces dommages-intérêts?
- 7) Quel délai de prescription s'applique aux demandes de dommages-intérêts des membres du Groupe?
- 8) Quelles sont les circonstances communes aux membres du Groupe qui sont pertinentes pour déterminer si le délai de prescription a commencé à courir et, le cas échéant, si celui-ci a été suspendu?

Les conclusions recherchées par la Représentante sont les suivantes :

ACCUEILLIR la demande introductive d'instance;

DÉCLARER que les articles 185(b), 186(a), 186(b), 187(1), 187(3), 200(1)c(ii.1), 200(1)c(iii), 200(5) et 203 du *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés*, DORS/2002-227, sont inconstitutionnels et sans effet;

CONDAMNER le Procureur général du Canada à verser à chacun des membres du Groupe, y compris le membre désigné, des dommages-intérêts en vertu du paragraphe 24(1) de la *Charte*, pour un montant à déterminer;

CONDAMNER le Procureur général du Canada à verser à chacun des membres du Groupe, y compris le membre désigné, des dommages-intérêts compensatoires pécuniaires et non pécuniaires, pour un montant à déterminer;

CONDAMNER le Procureur général du Canada à verser à chacun des membres du Groupe, y compris le membre désigné, des dommages-intérêts punitifs, pour un montant à déterminer;

ORDONNER le recouvrement collectif des dommages-intérêts à être versés aux membres du Groupe par le Procureur général du Canada;

ORDONNER la liquidation individuelle des réclamations des membres du Groupe ou la distribution d'un montant à chacun des membres du Groupe;

LE TOUT, avec frais de justice.

AI-JE QUELQUE CHOSE À FAIRE?

Vous n'avez pas à faire quoi que ce soit pour devenir membre de l'action collective. Vous êtes automatiquement inclus dans l'action collective si vous remplissez les critères mentionnés ci-dessus.

Il n'y a qu'une seule exception, qui ne s'applique que si vous avez personnellement introduit une poursuite contre le Procureur général du Canada ayant le même objet que l'action collective. Tout membre du Groupe dans cette situation qui ne se sera pas désisté de sa poursuite personnelle avant l'expiration du délai d'exclusion (indiqué ci-dessous) sera réputé s'être exclu de l'action collective.

Un membre du Groupe ne sera jamais tenu de payer les frais de justice découlant de l'action collective, sauf s'il intervient activement dans l'action collective (ceci est plus amplement expliqué ci-dessous).

Un nouvel avis aux membres du Groupe sera émis au moment du jugement final relatif à l'action collective, ou en cas de règlement.

EST-CE QUE JE PEUX M'EXCLURE DE L'ACTION COLLECTIVE?

Si vous **ne voulez pas** être inclus dans l'action collective, vous pouvez **vous exclure** du Groupe en envoyant un avis écrit au greffier de la Cour supérieure du Québec dans le district judiciaire de Montréal à l'adresse suivante, **avant le ■ à 16h30** :

Greffe de la Cour supérieure du Québec
Palais de justice de Montréal
1, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B6

Votre avis doit indiquer que vous souhaitez vous exclure de l'action collective intentée par l'Association pour les droits des travailleuses.rs de maison et de ferme contre le Procureur général du Canada, ainsi que le numéro de dossier, 500-06-001263-231.

Si vous vous excluez du Groupe, vous ne serez pas lié par les jugements rendus dans le cadre de l'action collective. Si l'action collective est accueillie ou réglée et qu'une compensation monétaire est versée aux membres du Groupe, vous ne pourrez pas recevoir cette compensation.

Tout membre du Groupe qui ne s'exclut pas du Groupe dans le délai et de la manière indiqués ci-dessus sera lié par tout jugement rendu dans le cadre de l'action collective.

INTERVENIR ACTIVEMENT DANS L'ACTION COLLECTIVE

Un membre du Groupe peut demander à la Cour supérieure du Québec d'intervenir activement dans l'action collective. Cela nécessite une procédure spéciale appelée acte d'intervention. Intervenir dans l'action collective n'est pas la même chose qu'être inclus dans l'action collective. **Si vous souhaitez simplement être inclus dans l'action collective et pouvoir recevoir une compensation monétaire en cas de jugement favorable ou de règlement de l'action collective, vous n'avez pas besoin d'intervenir dans l'action collective.**

La Cour supérieure du Québec autorisera une intervention si elle est d'avis qu'elle sera utile au Groupe. Veuillez noter qu'un membre du Groupe qui choisit d'intervenir pourrait être tenu de se soumettre à un interrogatoire au préalable à la demande du Procureur général du Canada.

Un membre du Groupe qui choisit d'intervenir activement dans l'action collective pourrait être tenu de payer des frais de justice.

POUR EN SAVOIR PLUS

Pour toute information concernant l'action collective, vous pouvez contacter les avocats de la Représentante et du Groupe, **sans frais pour vous**, aux coordonnées suivantes :

M^e Aliosha Hurry
M^e Alexandra Belley-McKinnon
M^e Guillaume Charlebois
M^e Jean-Philippe Groleau
Davies Ward Phillips & Vineberg S.E.N.C.R.L., s.r.l.
1501, avenue McGill College, 27^e étage
Montréal (Québec) H3A 3N9
Téléphone : 514-841-6400
Fax : 514-841-6499
Courriel : travailleursmigrants@dwpv.com

Vous pouvez également consulter le registre des actions collectives à l'adresse suivante :

<https://www.registredesactionscollectives.quebec/fr/Consulter/ApercuDemande?NoDosier=500-06-001263-231>

LA PUBLICATION DE CET AVIS A ÉTÉ ORDONNÉE PAR LE TRIBUNAL.

AVISO DE APROBACIÓN DE UNA ACCIÓN COLECTIVA SOBRE “MEDIDAS DE VINCULACIÓN AL EMPLEADOR”⁷ IMPUESTAS A LOS TRABAJADORES EXTRANJEROS TEMPORALES, INCLUYENDO LOS PERMISOS DE TRABAJO ASOCIADOS A UN EMPLEADOR ESPECÍFICO O “CERRADOS”

El 13 de septiembre de 2024, el Tribunal Superior de Quebec autorizó una acción colectiva contra el Procurador General de Canadá.

La acción colectiva impugna la constitucionalidad de determinadas disposiciones del Reglamento de Inmigración y Protección de los Refugiados (*Immigration and Refugee Protection Regulations*, SOR/2002-227; *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés*, DORS/2022-227) (las “**Disposiciones Impugnadas**”).

La acción colectiva alega que las Disposiciones Impugnadas permiten al Gobierno de Canadá imponer “medidas de vinculación al empleador”¹ a los trabajadores extranjeros

⁷ El Procurador General de Canadá impugna la calificación de las Disposiciones Impugnadas como “medidas de vinculación al empleador”, la cual proviene de las alegaciones del Representante del Grupo y de la sentencia de autorización.

temporales (a veces denominados trabajadores migrantes). Esas medidas incluyen lo que se conoce como un permiso de trabajo asociado a un empleador específico o permiso de trabajo "cerrado". Este tipo de permiso autoriza trabajar en Canadá únicamente para un empleador específico (o grupo de empleadores específico), o en un lugar de trabajo específico (o grupo de lugares de trabajo específico). Otras formas de "medidas de vinculación al empleador" pueden derivarse de la situación de ciertos extranjeros autorizados a trabajar en Canadá sin un permiso de trabajo.

La acción colectiva se interpone en nombre de todas las personas del grupo descrito a continuación (el "**Grupo**"), según lo aprobado por el Tribunal:

Toda persona que (a) a partir del 17 de abril de 1982 trabajó en Canadá como extranjero (es decir, sin ser ciudadano canadiense o residente permanente de Canadá en ese momento, e incluyendo a un apátrida), y (b)(i) recibió un permiso de trabajo condicionado a realizar un trabajo para un empleador o grupo de empleadores específico o en un lugar de trabajo o grupo de lugares de trabajo de un empleador específico; o (ii) fue autorizado a trabajar sin permiso de trabajo al haber sido empleado por una entidad extranjera a corto plazo o al haber sido empleado a título personal por un residente temporal, incluido un representante extranjero.

Para mayor claridad, el subpárrafo (b)(ii) **incluye** (sin limitación) a los trabajadores domésticos acreditados empleados a título personal por ciertos representantes extranjeros, tales como embajadores, altos comisionados, jefes de organizaciones internacionales, representantes especiales o personas que ocupen cargos similares, pero **no incluye** a las personas que fueron empleadas por un Estado extranjero u otra entidad extranjera para trabajar en una embajada, una alta comisión, un consulado, una delegación permanente ante una agencia de las Naciones Unidas o una oficina de representante especial, y **tampoco incluye** a las personas empleadas por las Naciones Unidas, sus agencias o una organización internacional de la que Canadá sea miembro.

La Asociación por los Derechos de las Trabajadoras y Trabajadores Domésticos y Agrícolas (*Association for the Rights of Household and Farm Workers; Association pour les droits des travailleuses.rs de maison et de ferme*) ha sido designada como Representante del Grupo.

El Procurador General de Canadá impugna el bien fundado de la acción colectiva. Para resolver la acción colectiva, se celebrará un juicio en el distrito judicial de Montreal.

¿QUIÉN ES MIEMBRO DEL GRUPO?

Pertenece al Grupo **SI** usted trabajó en Canadá después del 17 de abril de 1982 como trabajador extranjero temporal (lo que significa que no era ciudadano canadiense o residente permanente de Canadá en ese momento), **Y SI** además cumple al menos una (1) de las siguientes condiciones:

- Se le expidió un permiso de trabajo que incluía la condición de trabajar para un empleador específico (o grupo de empleadores) o en el lugar de trabajo de un empleador específico (o grupo de lugares de trabajo):
 - **Cumple con esta condición** si fue contratado a través del Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales (TFWP / PTET), del Programa de Trabajadores Agrícolas Temporales (SAWP / PTAS) o del Programa de Autorización de Empleo para No Inmigrantes (NIEAP / PAENI).
 - **También cumple con esta condición** si fue contratado a través del Programa de Movilidad Internacional (IMP / PMI) u otra vía o programa de inmigración y su permiso de trabajo incluía la condición de trabajar para un empleador específico (o grupo de empleadores) o en el lugar de trabajo de un empleador específico (o grupo de lugares de trabajo).
-
- Ha sido autorizado a trabajar en Canadá sin permiso de trabajo porque ha sido contratado por una entidad extranjera a corto plazo o porque ha sido contratado a título personal por una persona que no era ciudadano canadiense ni residente permanente. Tenga en cuenta que esta categoría :
 - **incluye** a los trabajadores domésticos, asistentes personales o cuidadores (niñeras o au pair) que entraron a Canadá con su empleador o para reunirse con su empleador en Canada por un período corto;
 - **incluye** a los trabajadores domésticos acreditados empleados a título personal por ciertos representantes extranjeros, tales como embajadores, altos comisionados, jefes de organizaciones internacionales, representantes especiales o personas que ocupen cargos similares;
 - **no incluye** a las personas que fueron empleadas por un Estado extranjero u otra entidad extranjera para trabajar en una embajada, una alta comisión, un consulado, una delegación permanente ante una agencia de las Naciones Unidas o una oficina de representante especial;
 - **no incluye** a las personas empleadas por las Naciones Unidas, sus agencias o una organización internacional de la que Canadá sea miembro.

Si cumple las condiciones anteriores, es miembro del Grupo, incluso si :

- Ya no trabaja en Canadá;
- Ahora vive fuera de Canadá; o
- Después de trabajar en Canadá como trabajador extranjero temporal, se ha convertido en residente permanente de Canadá o ciudadano canadiense, o si ha permanecido en Canadá sin estatus.

La definición del Grupo en el marco de esta acción colectiva no tiene ningún impacto legal sobre el estatus migratorio de los representantes extranjeros acreditados.

¿CUÁL ES EL OBJETIVO DE LA ACCIÓN COLECTIVA?

La Representante Demandante sostiene que las “medidas de vinculación al empleador” son inconstitucionales porque violan artículos 7 y 15(1) de la *Carta Canadiense de Derechos y Libertades (Canadian Charter of Rights and Freedoms; Charte canadienne des droits et libertés)* (la “**Carta**”). La Representante Demandante también sostiene que el Gobierno de Canadá conocía los efectos perjudiciales de las “medidas de vinculación al empleador”, pero que no ha dejado de imponerlas a los trabajadores extranjeros temporales.

La Representante Demandante solicita al Tribunal Superior de Quebec que declare que las Disposiciones Impugnadas son inconstitucionales y que ordene al Gobierno de Canadá el pago de daños y perjuicios (compensación monetaria) a todos los miembros del Grupo de conformidad con el artículo 24(1) de la *Carta*.

Las principales preguntas autorizadas que se someterán al tribunal durante el juicio son las siguientes:

- 1) ¿La imposición por parte del Gobierno de Canadá de medidas que vinculan a un empleador ha vulnerado el derecho a la vida, a la libertad y a la seguridad de la persona de los miembros del Grupo, en el sentido del artículo 7 de la *Carta*?
- 2) ¿Esta vulneración es contraria a los principios de la justicia fundamental, en violación del artículo 7 de la *Carta*?
- 3) ¿La imposición por parte del Gobierno de Canadá de medidas que vinculan a un empleador ha vulnerado el derecho de los miembros del Grupo a la misma protección y al mismo beneficio de la ley, independientemente de cualquier discriminación basada en la raza, el origen nacional o étnico, o el color, en violación del artículo 15(1) de la *Carta*?

- 4) ¿Estaban justificadas estas violaciones en virtud del artículo 1 de la *Carta*?
- 5) ¿Son inconstitucionales las Disposiciones Impugnadas y, por tanto, carecen de fuerza y efecto, hasta el punto en que permiten al Gobierno de Canadá seguir sometiendo a los extranjeros a medidas que les vinculan directa o indirectamente a un empleador?
- 6) ¿Es apropiado y justo conceder una indemnización por daños y perjuicios a los miembros del Grupo en virtud del artículo 24(1) de la *Carta*? En caso afirmativo, ¿cuál es el monto apropiado de estos daños y perjuicios?
- 7) ¿Cuál es el plazo de prescripción que aplica a las reclamaciones por daños y perjuicios de los miembros del Grupo?
- 8) ¿Qué circunstancias comunes a los miembros del Grupo son relevantes para determinar si el plazo de prescripción ha comenzado a correr y, en caso afirmativo, si se ha suspendido?

Las conclusiones solicitadas por la Representante son las siguientes:

ACEPTAR la demanda introductiva de instancia;

DECLARAR que los artículos 185(b), 186(a), 186(b), 187(1), 187(3), 200(1)(c)(ii.1), 200(1)(c)(iii), 200(5) y 203 del *Reglamento de Inmigración y Protección de los Refugiados*, SOR/2002-227, son inconstitucionales y carecen de fuerza y efecto;

CONDENAR al Procurador General de Canadá que pague a cada miembro del Grupo, incluido el miembro designado, una indemnización por daños y perjuicios de conformidad con el artículo 24(1) de la *Carta*, por un importe a determinar;

CONDENAR al Procurador General de Canadá que pague a cada miembro del Grupo, incluido el miembro designado, daños compensatorios materiales y no materiales por un importe a determinar;

CONDENAR al Procurador General de Canadá que pague a cada miembro del Grupo, incluido el miembro designado, daños punitivos por un importe a determinar;

ORDENAR el resarcimiento colectivo de los daños y perjuicios que el Procurador General de Canadá debe pagar a los miembros del Grupo;

ORDENAR la liquidación individual de las reclamaciones de los miembros de la Clase o el reparto de un monto a cada miembro del Grupo;

LO TODO con costas judiciales.

¿TENGO ALGO QUE HACER?

No tiene que hacer nada para convertirse en miembro de la acción colectiva. Usted está automáticamente incluido en la acción colectiva si cumple los criterios anteriores.

Sólo hay una excepción, la cual aplica únicamente si usted ha presentado personalmente una demanda contra el Procurador General de Canadá que tenga el mismo objeto que la acción colectiva. Se considerará que ha optado por no participar en la acción colectiva cualquier miembro del Grupo en esta situación y que no hubiere retirado su demanda personal antes de que finalice el periodo de exclusión voluntaria (indicado a continuación).

Nunca se exigirá a un miembro del grupo que pague las costas judiciales derivadas de la acción colectiva. La única excepción es si usted interviene activamente y personalmente en la acción colectiva (esto se explica con más detalle a continuación).

Se enviará un nuevo aviso a los miembros de la acción colectiva en el momento en que se dicte sentencia firme en la acción colectiva, o en caso de acuerdo extrajudicial.

¿PUEDO OPTAR POR NO PARTICIPAR EN LA ACCIÓN COLECTIVA?

Si no desea ser incluido en la acción colectiva, puede **excluirse** de la misma enviando una notificación por escrito al secretario del Tribunal Superior de Québec del distrito judicial de Montreal a la siguiente dirección, **antes de las 16:30 horas del ■ :**

Greffe de la Cour supérieure du Québec
Palais de justice de Montréal
1, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B6

Su notificación debe indicar: *“Je désire m’exclure de l’action collective intentée par l’Association pour les droits des travailleuses.rs de maison et de ferme contre le Procureur général du Canada, portant le numéro de dossier 500-06-001263-231”.*

Si se excluye del Grupo, no estará ligado por ninguna sentencia dictada en la acción colectiva. Si la acción colectiva es aceptada o resuelta y se paga una compensación

monetaria a los miembros del Grupo, usted no tendrá derecho a recibir dicha compensación.

Cualquier miembro del Grupo que no opte por excluirse del Grupo en el plazo y de la forma establecidos anteriormente quedará vinculado por cualquier sentencia dictada en la acción colectiva.

INTERVENIR ACTIVAMENTE EN LA ACCIÓN COLECTIVA

Un miembro de la acción colectiva puede solicitar al Tribunal Superior de Quebec intervenir activamente en la acción colectiva. Esto requiere un procedimiento especial denominado acto de intervención. Intervenir en la acción colectiva no es lo mismo que ser incluido en el Grupo. Si simplemente desea que se le incluya en la acción colectiva y poder recibir una compensación monetaria en caso de que se dicte una sentencia favorable o se llegue a un acuerdo extrajudicial en la acción colectiva, **no es necesario que intervenga en la acción colectiva.**

El Tribunal Superior de Québec autorizará una intervención si considera que será útil para el Grupo. Tenga en cuenta que un miembro del Grupo que decida intervenir podría verse obligado a someterse a un interrogatorio a petición del Procurador General de Canadá.

Un miembro del Grupo que decida intervenir activamente en la acción colectiva podría verse obligado a pagar las costas judiciales.

PARA SABER MÁS

Para cualquier información relativa a la acción colectiva, puede ponerse en contacto con los abogados de la Representante y del Grupo, **sin costo alguno para usted**, a través de los datos siguientes:

Aliosha Hurry
Alexandra Belley-McKinnon
Guillaume Charlebois
Jean-Philippe Groleau
Davies Ward Phillips & Vineberg LLP
1501 Avenue McGill College, piso 27
Montreal (Québec) H3A 3N9
Teléfono: 514-841-6400
Fax: 514-841-6499

Correo electrónico: travailleursmigrants@dwpv.com

También puede consultar el registro de acciones colectivas en la siguiente dirección:

500-06-001263-231

PAGE : 25

<https://www.registredesactionscollectives.quebec/fr/Consulter/ApercuDemande?NoDossier=500-06-001263-231>

EL TRIBUNAL HA ORDENADO LA PUBLICACIÓN DE ESTE AVISO.

ANNEXE B: AVIS ABRÉGÉ EN ANGLAIS, FRANÇAIS ET ESPAGNOL**SHORT-FORM NOTICE OF AUTHORIZATION OF A CLASS ACTION
REGARDING “EMPLOYER-TYING MEASURES”⁸ IMPOSED ON TEMPORARY
FOREIGN WORKERS, INCLUDING EMPLOYER-SPECIFIC OR “CLOSED” WORK
PERMITS**

On September 13, 2024, the Superior Court of Québec authorized the Association for the Rights of Household and Farm Workers (the “**Association**”) to institute a class action against the Attorney General of Canada.

The class action challenges the constitutionality of certain provisions of the *Immigration and Refugee Protection Regulations*, SOR/2002-227. The class action alleges that those provisions allow the Government of Canada to impose “employer-tying measures” on temporary foreign workers (sometimes referred to as migrant workers). Those measures include what is known as an employer-specific work permit or “closed” work permit. This type of permit only authorizes work in Canada for a specific employer (or group of employers), or at a specific workplace location (or group of locations). Other forms of “employer-tying measures” can result from the situation of certain foreign nationals authorized to work in Canada without a work permit.

The Association argues that “employer-tying measures” are unconstitutional because they breach sections 7 and 15(1) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* (the “**Charter**”). The Association also argues that the Government of Canada was aware of the harmful impacts of “employer-tying measures”, but did not stop imposing them on temporary foreign workers.

The Association asks the Superior Court of Québec to declare that the challenged provisions are unconstitutional, and to order the Government of Canada to pay damages (monetary compensation) to all members of the class action under paragraph 24(1) of the *Charter*.

The Attorney General of Canada contests the merits of the class action. To decide the class action, a trial will be held in the judicial district of Montréal.

You are a member of the class action **IF** you worked in Canada after April 17, 1982, as a temporary foreign worker (which means that you were not a Canadian citizen or a permanent resident of Canada at the time), **AND IF** you also meet at least one (1) of the following conditions:

⁸ The Attorney General of Canada contests the qualification of the provisions as “employer-tying measures”, which comes from the Association’s allegations and the authorization judgment.

- You were issued a work permit which included the condition of working for a specific employer (or group of employers) or at a specific employer's workplace (or group of workplaces):
 - **You meet this condition** if you were hired through the Temporary Foreign Workers Program (TFWP), the Seasonal Agricultural Worker Program (SAWP) or the Non-Immigrant Employment Authorization Program (NIEAP).
 - **You also meet this condition** if you were hired through the International Mobility Program (IMP) or another immigration stream or program and your work permit included the condition of working for a specific employer (or group of employers) or at a specific employer's workplace (or group of workplaces).

OR

- You were authorized to work in Canada without a work permit because you were employed by a foreign entity on a short-term basis, or because you were employed in a personal capacity by an individual who was not a Canadian citizen or permanent resident. Please note that this category:
 - **includes** domestic workers, personal assistants or caregivers (nannies or au pair) who entered Canada along with their employers, or to join their employers for a short-term in Canada;
 - **includes** accredited domestic workers employed in a personal capacity by certain foreign representatives, such as ambassadors, high commissioners, heads of international organizations, special representatives, or individuals occupying similar positions;
 - **does not include** individuals who were employed by a foreign State or other foreign entity to work at an embassy, a high commission, a consulate, a permanent delegation to a United Nations agency, or a special representative office;
 - **does not include** individuals employed by the United Nations, its agencies or an international organization of which Canada is a member.

If you meet the conditions mentioned above, you are a member of the class action even if:

- You do not work in Canada anymore;
- You now live outside Canada; or

- After working in Canada as a temporary foreign worker, you eventually became a permanent resident of Canada or a Canadian citizen, or if you remained in Canada without status.

You are not required to do anything in order to become a member of the class action. You are automatically included in the class action if you meet the criteria mentioned above.

Members of the class action will never have to pay legal costs arising from the class action.

If you **do not want** to be included in the class action, you may **opt out** by sending a written notice to the clerk of the Superior Court of Québec in the judiciary district of Montréal at the following address: **Office of the Superior Court of Québec**, Montréal Courthouse, 1 Notre-Dame Street East, Montréal (Québec) H2Y 1B6. Your notice must state that you wish to opt out of the class action filed by the Association for the Rights of Household and Farm Workers against the Attorney General of Canada, as well as the docket number, 500-06-001263-231. The deadline to opt out of the class action is **at 4:30 p.m.**

If you opt out of the class action, you will not be bound by any judgment in the class action. If the class action is granted or settled and monetary compensation is paid to the members of the class action, you will not be eligible to receive any such compensation.

Any member of the class action who does not opt out within the deadline and in the manner indicated above will be bound by any judgment rendered in the class action.

For any information about the class action, you can contact the attorneys for the Association and the members of the class action, **at no cost to you**, at the following coordinates:

M^e Aliosha Hurry
M^e Alexandra Belley-McKinnon
M^e Guillaume Charlebois
M^e Jean-Philippe Groleau
Davies Ward Phillips & Vineberg LLP
1501 McGill College Avenue, 27th floor
Montréal (Québec) H3A 3N9
Telephone : 514-841-6400
Fax : 514-841-6499
Email: migrantworkers@dwpv.com

This is a short-form notice. A more detailed notice is available on the registry of class actions at the following address:

<https://www.registredesactionscollectives.quebec/fr/Consulter/ApercuDemande?NoDossier=500-06-001263-231>

THE PUBLICATION OF THIS NOTICE HAS BEEN ORDERED BY THE COURT.

**AVIS D'AUTORISATION ABRÉGÉ D'UNE ACTION COLLECTIVE
CONCERNANT LES « MESURES LIANT À L'EMPLOYEUR »⁹ IMPOSÉES À DES
TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES, Y COMPRIS LES PERMIS DE
TRAVAIL LIÉS À UN EMPLOYEUR DONNÉ OU « FERMÉS »**

Le 13 septembre 2024, la Cour supérieure du Québec a autorisé l'Association pour les droits des travailleuses.rs de maison et de ferme (l'« **Association** ») à tenter une action collective contre le Procureur général du Canada.

L'action collective conteste la constitutionnalité de certaines dispositions du *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés*, DORS/2002-227. L'action collective allègue que ces dispositions permettent au gouvernement du Canada d'imposer aux travailleurs étrangers temporaires (parfois désignés comme travailleurs migrants) des « mesures les liant à l'employeur »¹. Ces mesures incluent ce qui est connu comme un permis de travail lié à un employeur donné ou permis de travail « fermé ». Ce type de permis autorise le travail au Canada seulement pour un employeur donné (ou groupe d'employeurs donné), ou encore sur un lieu de travail donné (ou groupe de lieux de travail donné). D'autres formes de « mesures liant à l'employeur » peuvent également découler de la situation de certains étrangers autorisés à travailler au Canada sans permis de travail.

L'Association soutient que les « mesures liant à l'employeur » sont inconstitutionnelles parce qu'elles violent les articles 7 et 15(1) de la *Charte canadienne des droits et libertés* (la « **Charte** »). L'Association soutient également que le gouvernement du Canada connaissait les effets préjudiciables des « mesures liant à l'employeur », mais qu'il n'a pas cessé d'en imposer à des travailleurs étrangers temporaires.

L'Association demande à la Cour supérieure du Québec de déclarer que les dispositions contestées sont inconstitutionnelles et d'ordonner au gouvernement du Canada de verser des dommages-intérêts (une compensation monétaire) à tous les membres de l'action collective en vertu du paragraphe 24(1) de la *Charte*.

Le Procureur général du Canada conteste le bien-fondé de l'action collective. Pour décider de l'action collective, un procès aura lieu dans le district judiciaire de Montréal.

⁹ Le Procureur général du Canada conteste la qualification des dispositions comme des « mesures liant à l'employeur », qui provient des allégations de l'Association et du jugement d'autorisation.

Vous êtes membre de l'action collective **SI** vous avez travaillé au Canada après le 17 avril 1982 en tant que travailleur étranger temporaire (ce qui signifie que vous n'étiez pas un citoyen canadien ou un résident permanent du Canada à cette époque) **ET SI** vous remplissez également au moins une (1) des conditions suivantes :

- Vous vous êtes vu délivrer un permis de travail qui prévoyait la condition de travailler pour un employeur (ou groupe d'employeurs) donné ou sur un lieu de travail (ou groupe de lieux de travail) d'un employeur donné :
 - **Vous remplissez cette condition** si vous avez été embauché dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET), du Programme des travailleurs agricoles saisonniers (PTAS) ou du Programme d'autorisation d'emploi des non-immigrants (PAENI).
 - **Vous remplissez aussi cette condition** si vous avez été embauché dans le cadre du Programme de mobilité internationale (PMI) ou d'un autre programme ou volet d'immigration et que votre permis de travail prévoyait la condition de travailler pour un employeur (ou groupe d'employeurs) donné ou sur un lieu de travail (ou groupe de lieux de travail) d'un employeur donné.

OU

- Vous avez été autorisé à travailler au Canada sans permis de travail parce que vous étiez employé par une entité étrangère pour une courte durée ou parce que vous étiez employé à titre personnel par un individu qui n'était ni citoyen canadien ni résident permanent. Veuillez noter que cette catégorie :
 - **inclut** les travailleurs domestiques, les assistants personnels ou les aides familiales (nounous ou au pair) qui sont entrés au Canada avec leur employeur, ou pour le rejoindre au Canada pour une courte durée;
 - **inclut** les domestiques privés accrédités employés à titre personnel par certains représentants étrangers, tels que les ambassadeurs, les hauts-commissaires, les chefs d'organisations internationales, les représentants spéciaux ou les individus occupant des postes similaires;
 - **n'inclut pas** les individus qui ont été employés par un État étranger ou une autre entité étrangère pour travailler au sein d'une ambassade, d'un haut-commissariat, d'un consulat, d'une délégation permanente auprès d'un organisme des Nations Unies ou d'un bureau de représentation spéciale;
 - **n'inclut pas** les individus employés par les Nations Unies, ses organismes ou une organisation internationale dont le Canada est membre.

Si vous remplissez les conditions mentionnées ci-dessus, vous êtes membre de l'action collective, même si :

- Vous ne travaillez plus au Canada;
- Vous vivez maintenant à l'extérieur du Canada; ou
- Après avoir travaillé au Canada en tant que travailleur étranger temporaire, vous êtes devenu résident permanent du Canada ou citoyen canadien, ou si vous êtes demeuré au Canada sans statut.

Vous n'avez pas à faire quoi que ce soit pour devenir membre de l'action collective. Vous êtes automatiquement inclus dans l'action collective si vous remplissez les critères mentionnés ci-dessus.

Les membres de l'action collective ne seront jamais tenus de payer les frais de justice découlant de l'action collective.

Si vous **ne voulez pas** être inclus dans l'action collective, vous pouvez **vous exclure** en envoyant un avis écrit au greffier de la Cour supérieure du Québec dans le district judiciaire de Montréal à l'adresse suivante : **Grefe de la Cour supérieure du Québec**, Palais de justice de Montréal, 1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1B6. Votre avis doit indiquer que vous souhaitez vous exclure de l'action collective intentée par l'Association pour les droits des travailleuses.rs de maison et de ferme contre le Procureur général du Canada, ainsi que le numéro de dossier, 500-06-001263-231. La date limite pour s'exclure de l'action collective est **le ■ à 16h30** :

Si vous vous excluez de l'action collective, vous ne serez pas lié par les jugements rendus dans le cadre de l'action collective. Si l'action collective est accueillie ou réglée et qu'une compensation monétaire est versée aux membres de l'action collective, vous ne pourrez pas recevoir cette compensation.

Tout membre de l'action collective qui ne s'exclut pas dans le délai et de la manière indiqués ci-dessus sera lié par tout jugement rendu dans le cadre de l'action collective.

Pour toute information concernant l'action collective, vous pouvez contacter les avocats de l'Association et des membres de l'action collective, **sans frais pour vous**, aux coordonnées suivantes :

M^e Aliosha Hury
M^e Alexandra Belley-McKinnon
M^e Guillaume Charlebois
M^e Jean-Philippe Groleau

Davies Ward Phillips & Vineberg S.E.N.C.R.L., s.r.l.1501, avenue McGill College, 27^e étage

Montréal (Québec) H3A 3N9

Téléphone : 514-841-6400

Fax : 514-841-6499

Courriel : travailleursmigrants@dwpv.com

Ceci est un avis abrégé. Un avis plus détaillé est disponible sur le registre des actions collectives à l'adresse suivante :

<https://www.registredesactionscollectives.quebec/fr/Consulter/ApercuDemande?NoDosier=500-06-001263-231>

LA PUBLICATION DE CET AVIS A ÉTÉ ORDONNÉE PAR LE TRIBUNAL.

**AVISO ABREVIADO DE APROBACIÓN DE UNA ACCIÓN COLECTIVA SOBRE
“MEDIDAS DE VINCULACIÓN AL EMPLEADOR”¹⁰ IMPUESTAS A LOS
TRABAJADORES EXTRANJEROS TEMPORALES, INCLUYENDO LOS PERMISOS
DE TRABAJO ASOCIADOS A UN EMPLEADOR ESPECÍFICO O “CERRADOS”**

El 13 de septiembre de 2024, el Tribunal Superior de Quebec autorizó a la Asociación por los Derechos de las Trabajadoras y Trabajadores Domésticos y Agrícolas (*Association for the Rights of Household and Farm Workers; Association pour les droits des travailleuses.rs de maison et de ferme*) (la "**Asociación**") a interponer una acción colectiva contra el Procurador General de Canadá

La acción colectiva impugna la constitucionalidad de determinadas disposiciones del Reglamento de Inmigración y Protección de los Refugiados (*Immigration and Refugee Protection Regulations, SOR/2002-227; Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés, DORS/2022-227*). La acción colectiva alega que dichas disposiciones permiten al Gobierno de Canadá imponer "medidas de vinculación al empleador" a los trabajadores extranjeros temporales (a veces denominados trabajadores migrantes). Esas medidas incluyen lo que se conoce como un permiso de trabajo asociado a un empleador específico o permiso de trabajo "cerrado". Este tipo de permiso autoriza a trabajar en Canadá únicamente para un empleador específico (o grupo de empleadores específico), o en un lugar de trabajo específico (o grupo de lugares de trabajo específico). Otras formas de "medidas de vinculación al empleador" pueden derivarse de la situación de ciertos extranjeros autorizados a trabajar en Canadá sin un permiso de trabajo.

¹⁰ El Procurador General de Canadá impugna la calificación de las disposiciones como "medidas de vinculación al empleador", la cual proviene de las alegaciones de la Asociación y de la sentencia de autorización.

La Asociación sostiene que las “medidas de vinculación al empleador” son inconstitucionales porque violan artículos 7 y 15(1) de la *Carta Canadiense de Derechos y Libertades* (*Canadian Charter of Rights and Freedoms*; *Charte canadienne des droits et libertés*) (la “**Carta**”). La Asociación también sostiene que el Gobierno de Canadá conocía los efectos perjudiciales de las “medidas de vinculación al empleador”, pero que no ha dejado de imponerlas a los trabajadores extranjeros temporales.

La Asociación solicita al Tribunal Superior de Quebec que declare que las disposiciones impugnadas son inconstitucionales y que ordene al Gobierno de Canadá el pago de daños y perjuicios (compensación monetaria) a todos los miembros de la acción colectiva de conformidad con el artículo 24(1) de la *Carta*.

El Procurador General de Canadá impugna el bien fundado de la acción colectiva. Para resolver la acción colectiva, se celebrará un juicio en el distrito judicial de Montreal.

Usted es miembro de la acción colectiva **SI** usted trabajó en Canadá después del 17 de abril de 1982 como trabajador extranjero temporal (lo que significa que no era ciudadano canadiense o residente permanente de Canadá en ese momento), **Y SI** además cumple al menos una (1) de las siguientes condiciones:

- Se le expidió un permiso de trabajo que incluía la condición de trabajar para un empleador específico (o grupo de empleadores) o en el lugar de trabajo de un empleador específico (o grupo de lugares de trabajo):
 - **Cumple con esta condición** si fue contratado a través del Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales (TFWP / PTET), del Programa de Trabajadores Agrícolas Temporales (SAWP / PTAS) o del Programa de Autorización de Empleo para No Inmigrantes (NIEAP / PAENI).
 - **También cumple con esta condición** si fue contratado a través del Programa de Movilidad Internacional (IMP / PMI) u otra vía o programa de inmigración y su permiso de trabajo incluía la condición de trabajar para un empleador específico (o grupo de empleadores) o en el lugar de trabajo de un empleador específico (o grupo de lugares de trabajo).
-
- Ha sido autorizado a trabajar en Canadá sin permiso de trabajo porque ha sido contratado por una entidad extranjera a corto plazo o porque ha sido contratado a título personal por una persona que no era ciudadano canadiense ni residente permanente. Tenga en cuenta que esta categoría:
 - **incluye** a los trabajadores domésticos, asistentes personales o

- cuidadores (niñeras o au pair) que entraron a Canadá con su empleador o para reunirse con su empleador en Canadá por un período corto;
- **incluye** a los trabajadores domésticos acreditados empleados a título personal por ciertos representantes extranjeros, tales como embajadores, altos comisionados, jefes de organizaciones internacionales, representantes especiales o personas que ocupen cargos similares;
 - **no incluye** a las personas que fueron empleadas por un Estado extranjero u otra entidad extranjera para trabajar en una embajada, una alta comisión, un consulado, una delegación permanente ante una agencia de las Naciones Unidas o una oficina de representante especial;
 - **no incluye** a las personas empleadas por las Naciones Unidas, sus agencias o una organización internacional de la que Canadá sea miembro.

Si cumple las condiciones anteriores, usted es miembro de la acción colectiva, incluso si :

- Ya no trabaja en Canadá;
- Ahora vive fuera de Canadá; o
- Después de trabajar en Canadá como trabajador extranjero temporal, se ha convertido en residente permanente de Canadá o ciudadano canadiense, o si ha permanecido en Canadá sin estatus.

No tiene que hacer nada para convertirse en miembro de la acción colectiva.

Usted está automáticamente incluido en la acción colectiva si cumple los criterios anteriores.

Nunca se exigirá a un miembro de la acción colectiva que pague las costas judiciales derivadas de la acción colectiva.

Si no desea ser incluido en la acción colectiva, puede **excluirse** de la misma enviando una notificación por escrito al secretario del Tribunal Superior de Québec del distrito judicial de Montreal a la siguiente dirección: **Grefe de la Cour supérieure du Québec**, Palais de justice de Montréal, 1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1B6. Su notificación debe indicar: *“Je désire m’exclure de l’action collective intentée par l’Association pour les droits des travailleuses.rs de maison et de ferme contre le Procureur général du Canada, portant le numéro de dossier 500-06-001263-231”*. La fecha límite para excluirse de la acción colectiva es ■ **a las 16:30 horas.**

Si se excluye de la acción colectiva, no estará ligado por ninguna sentencia dictada en la acción colectiva. Si la acción colectiva es aceptada o resuelta y se paga una compensación monetaria a los miembros de la acción colectiva, usted no tendrá

derecho a recibir dicha compensación.

Cualquier miembro de la acción colectiva que no opte por excluirse de la misma en el plazo y de la forma establecidos anteriormente quedará vinculado por cualquier sentencia dictada en la acción colectiva.

Para cualquier información relativa a la acción colectiva, puede ponerse en contacto con los abogados de la Asociación y de los miembros de la acción colectiva, **sin costo alguno para usted**, a través de los datos siguientes:

Aliosha Hurry
Alexandra Belley-McKinnon
Guillaume Charlebois
Jean-Philippe Groleau
Davies Ward Phillips & Vineberg LLP
1501 Avenue McGill College, piso 27
Montreal (Québec) H3A 3N9
Teléfono: 514-841-6400
Fax: 514-841-6499
Correo electrónico: travailleursmigrants@dwpv.com

Éste es un aviso abreviado. Un aviso más detallado está disponible en el el registro de acciones colectivas en la siguiente dirección:

<https://www.registredesactionscollectives.quebec/fr/Consulter/ApercuDemande?NoDosier=500-06-001263-231>

EL TRIBUNAL HA ORDENADO LA PUBLICACIÓN DE ESTE AVISO.

ANNEXE C: COMMUNIQUÉ DE PRESSE EN ANGLAIS FRANÇAIS ET ESPAGNOL

**CLASS ACTION AUTHORIZED AGAINST CANADA ALLEGING
UNCONSTITUTIONALITY OF “EMPLOYER-TYING MEASURES”¹¹ IMPOSED ON
TEMPORARY FOREIGN WORKERS, INCLUDING EMPLOYER-SPECIFIC OR
“CLOSED” WORK PERMITS**

MONTREAL, _____ 2025 – On September 13, 2024, the Superior Court of Québec authorized the Association for the Rights of Household and Farm Workers to institute a class action against the Attorney General of Canada.

The Association argues that “employer-tying measures”¹¹ imposed on temporary foreign workers¹², including employer-specific work permits or “closed” work permits, breach sections 7 and 15(1) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*. The Association asks that certain provisions of the *Canadian Immigration and Refugee Protection Regulations* be declared unconstitutional, and that *Charter* damages (monetary compensation) be paid to all members of the class action.

The Attorney General of Canada contests the merits of the class action, which will be determined by a trial to be scheduled at a later time.

A person is automatically a member of this class action **IF** they worked in Canada after April 17, 1982 without having been a Canadian citizen or a permanent resident of Canada at the time, **AND IF** they meet at least one (1) of the following conditions:

- They were issued a work permit which included the condition of working for a specific employer (or group of employers) or at a specific employer’s workplace (or group of workplaces):
 - **They meet this condition** if they were hired through the Temporary Foreign Workers Program (TFWP), the Seasonal Agricultural Worker Program (SAWP) or the Non-Immigrant Employment Authorization Program (NIEAP).
 - **They also meet this condition** if they were hired through the International Mobility Program (IMP) or another immigration stream or program and their work permit included the condition of working for a specific employer (or group of employers) or at a specific employer’s workplace (or group of workplaces).

OR

¹¹ The Attorney General of Canada contests the qualification of the challenged provisions as “employer-tying measures”, which comes from the Association’s allegations and the authorization judgment.

¹² Sometimes referred to as migrant workers.

- They were authorized to work in Canada without a work permit because they were employed by a foreign entity on a short-term basis, or because they were employed in a personal capacity by an individual who was not a Canadian citizen or permanent resident. This category:
- **includes** domestic workers, personal assistants or caregivers (nannies or au pair) who entered Canada along with their employers, or to join their employers for a short-term in Canada;
 - **includes** accredited domestic workers employed in a personal capacity by certain foreign representatives, such as ambassadors, high commissioners, heads of international organizations, special representatives, or individuals occupying similar positions;
 - **does not include** individuals who were employed by a foreign State or other foreign entity to work at an embassy, a high commission, a consulate, a permanent delegation to a United Nations agency, or a special representative office;
 - **does not include** individuals employed by the United Nations, its agencies or an international organization of which Canada is a member.

Individuals who meet those criteria are automatically included in the class action. They are not required to do anything further to become members of the class action. They will never have to pay legal costs arising from the class action.

If a person does not want to be included in the class action, they may **opt out** of the class action by _____ at the latest. The means of opting out and the consequences of doing so are explained in the detailed notice to members of the class action:

<https://www.registredesactionscollectives.quebec/fr/Consulter/ApercuDemande?NoDosier=500-06-001263-231>

**ACTION COLLECTIVE AUTORISÉE CONTRE LE CANADA
ALLÉGUANT L'INCONSTITUTIONNALITÉ DES « MESURES LIANT À
L'EMPLOYEUR »¹³ IMPOSÉES À DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS
TEMPORAIRES, Y COMPRIS LES PERMIS DE TRAVAIL LIÉS À UN EMPLOYEUR
DONNÉ OU « FERMÉS »**

MONTREAL, _____ 2025 – Le 13 septembre 2024, la Cour supérieure du Québec a autorisé l'Association pour les droits des travailleuses.rs de maison et de ferme à intenter une action collective contre le Procureur général du Canada.

¹³ Le Procureur général du Canada conteste la qualification des dispositions contestées comme des « mesures liant à l'employeur », qui provient des allégations de l'Association et du jugement d'autorisation.

L'Association soutient que les « mesures liant à l'employeur »¹⁴ imposées aux travailleurs étrangers temporaires¹⁴, incluant les permis de travail liés à un employeur donné ou permis de travail « fermés », violent les articles 7 et 15(1) de la Charte canadienne des droits et libertés. L'Association demande que certaines dispositions du *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés* soient déclarées inconstitutionnelles et que des dommages-intérêts en vertu de la *Charte* (une compensation monétaire) soient payés à tous les membres de l'action collective.

Le Procureur général du Canada conteste le bien-fondé de l'action collective, qui sera déterminé lors d'un procès à être fixé ultérieurement.

Une personne est automatiquement membre de l'action collective **SI** elle a travaillé au Canada après le 17 avril 1982 sans avoir été un citoyen canadien ou un résident permanent du Canada à cette époque **ET SI** elle remplit également au moins une (1) des conditions suivantes :

- Elle s'est vu délivrer un permis de travail qui prévoyait la condition de travailler pour un employeur (ou groupe d'employeurs) donné ou sur un lieu de travail (ou groupe de lieux de travail) d'un employeur donné :
 - **Elle remplit cette condition** si elle a été embauchée dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET), du Programme des travailleurs agricoles saisonniers (PTAS) ou du Programme d'autorisation d'emploi des non-immigrants (PAENI).
 - **Elle remplit aussi cette condition** si elle a été embauchée dans le cadre du Programme de mobilité internationale (PMI) ou d'un autre programme ou volet d'immigration et que son permis de travail prévoyait la condition de travailler pour un employeur (ou groupe d'employeurs) donné ou sur un lieu de travail (ou groupe de lieux de travail) d'un employeur donné.

OU

- Elle a été autorisée à travailler au Canada sans permis de travail parce qu'elle était employée par une entité étrangère pour une courte durée ou parce qu'elle était employée à titre personnel par un individu qui n'était ni citoyen canadien ni résident permanent. Cette catégorie :
 - **inclut** les travailleurs domestiques, les assistants personnels ou les aides familiales (nounous ou au pair) qui sont entrés au Canada avec leur employeur, ou pour le rejoindre au Canada pour une courte durée;

¹⁴ Parfois désignés comme travailleurs migrants.

- **inclut** les domestiques privés accrédités employés à titre personnel par certains représentants étrangers, tels que les ambassadeurs, les hauts-commissaires, les chefs d'organisations internationales, les représentants spéciaux ou les individus occupant des postes similaires;
- **n'inclut pas** les individus qui ont été employés par un État étranger ou une autre entité étrangère pour travailler au sein d'une ambassade, d'un haut-commissariat, d'un consulat, d'une délégation permanente auprès d'un organisme des Nations Unies ou d'un bureau de représentation spéciale;
- **n'inclut pas** les individus employés par les Nations Unies, ses organismes ou une organisation internationale dont le Canada est membre.

Les personnes qui remplissent ces conditions sont automatiquement membres de l'action collective. Aucune autre démarche n'est nécessaire pour devenir membre de l'action collective. Les membres ne seront jamais tenus de payer les frais de justice découlant de l'action collective.

Si une personne ne désire pas être incluse dans l'action collective, elle peut **s'exclure** de l'action collective au plus tard **le ■ à 16h30**. Les modalités pour s'exclure ainsi que les conséquences de le faire sont expliquées dans l'avis détaillé aux membres de l'action collective :

<https://www.registredesactionscollectives.quebec/fr/Consulter/ApercuDemande?NoDosier=500-06-001263-231>

ACCIÓN COLECTIVA AUTORIZADA CONTRA CANADÁ EN LA QUE SE ALEGA LA INCONSTITUCIONALIDAD DE LAS "MEDIDAS DE VINCULACIÓN AL EMPLEADOR"¹⁵ IMPUESTAS A LOS TRABAJADORES EXTRANJEROS TEMPORALES, INCLUYENDO LOS PERMISOS DE TRABAJO ASOCIADOS A UN EMPLEADOR ESPECÍFICO O "CERRADOS"

MONTREAL, _____ 2025 – El 13 de septiembre de 2024, el Tribunal Superior de Quebec autorizó a la Asociación por los Derechos de las Trabajadoras y Trabajadores Domésticos y Agrícolas (*Association for the Rights of Household and Farm Workers; Association pour les droits des travailleuses.rs de maison et de ferme*) a interponer una acción colectiva contra el Procurador General de Canadá

La Asociación sostiene que las "medidas de vinculación al empleador"¹ impuestas a los

¹⁵ El Procurador General de Canadá impugna la calificación de las disposiciones impugnadas como "medidas de vinculación al empleador", la cual proviene de las alegaciones de la Asociación y de la sentencia de autorización.

trabajadores extranjeros temporales¹⁶, incluyendo los permisos de trabajo asociados a un empleador específico o permisos de trabajo “cerrados”, violan artículos 7 y 15(1) de la *Carta Canadiense de Derechos y Libertades (Canadian Charter of Rights and Freedoms; Charte canadienne des droits et libertés)*. La Asociación solicita que se declaren inconstitucionales determinadas disposiciones del *Reglamento de Inmigración y Protección de los Refugiados (Immigration and Refugee Protection Regulations; Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés)*, y que se paguen daños y perjuicios in virtud de la *Carta* (compensación monetaria) a todos los miembros de la acción colectiva.

El Procurador General de Canadá impugna el bien fundado de la acción colectiva que se determinará mediante un juicio, el cual se fijará posteriormente.

Una persona es automáticamente miembro de la acción colectiva **SI** trabajó en Canadá después del 17 de abril de 1982 sin haber sido ciudadano canadiense o residente permanente de Canadá en ese momento, **Y SI** además cumple al menos una (1) de las siguientes condiciones:

- Se le expidió un permiso de trabajo que incluía la condición de trabajar para un empleador específico (o grupo de empleadores) o en el lugar de trabajo de un empleador específico (o grupo de lugares de trabajo):
 - **Cumple con esta condición** si fue contratado a través del Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales (TFWP / PTET), del Programa de Trabajadores Agrícolas Temporales (SAWP / PTAS) o del Programa de Autorización de Empleo para No Inmigrantes (NIEAP / PAENI).
 - **También cumple con esta condición** si fue contratado a través del Programa de Movilidad Internacional (IMP / PMI) u otra vía o programa de inmigración y su permiso de trabajo incluía la condición de trabajar para un empleador específico (o grupo de empleadores) o en el lugar de trabajo de un empleador específico (o grupo de lugares de trabajo).
-
- Ha sido autorizado a trabajar en Canadá sin permiso de trabajo porque ha sido contratado por una entidad extranjera a corto plazo o porque ha sido contratado a título personal por una persona que no era ciudadano canadiense ni residente permanente. Esta categoría :
 - **incluye** a los trabajadores domésticos, asistentes personales o cuidadores (niñeras o au pair) que entraron a Canadá con su empleador o para reunirse con su empleador en Canadá por un período corto;

¹⁶ A veces denominados trabajadores migrantes.

- **incluye** a los trabajadores domésticos acreditados empleados a título personal por ciertos representantes extranjeros, tales como embajadores, altos comisionados, jefes de organizaciones internacionales, representantes especiales o personas que ocupen cargos similares;
- **no incluye** a las personas que fueron empleadas por un Estado extranjero u otra entidad extranjera para trabajar en una embajada, una alta comisión, un consulado, una delegación permanente ante una agencia de las Naciones Unidas o una oficina de representante especial;
- **no incluye** a las personas empleadas por las Naciones Unidas, sus agencias o una organización internacional de la que Canadá sea miembro.

Las personas que cumplen estos criterios quedan automáticamente incluidas en la acción colectiva. No tienen que hacer nada más para convertirse en miembros de la acción colectiva. Nunca tendrán que pagar las costas judiciales derivadas de la acción colectiva.

Si una persona no desea ser incluida en la acción colectiva, puede **excluirse** de la misma a más tardar **antes de las 16:30 horas del ■**. En el aviso detallado a los miembros de la acción colectiva se explican los medios para excluirse de la acción colectiva y las consecuencias de hacerlo:

<https://www.registredesactionscollectives.quebec/fr/Consulter/ApercuDemande?NoDosier=500-06-001263-231>